

Les enjeux climatiques actuels



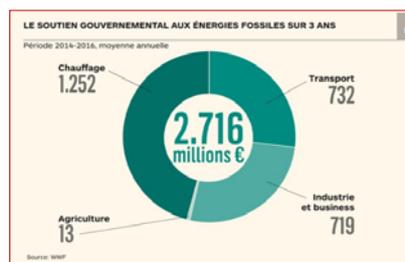
Animation « Midis du climat »



► Subsides aux énergies fossiles en Belgique

Selon une récente étude du WWF, les **subsides aux énergies fossiles** en Belgique s'élèvent à 2 716 millions € :

- soutien aux **voitures de société** : 493 € d'avantages fiscaux par mois en moyenne contre 94 € par mois pour un ménage qui utilise les transports en commun
- **détaxation du kérozène** : "Un aller-retour Bruxelles-Nice en avion coûte 120 € en moyenne contre 290 € en train"
- soutien de 1,1 milliard € par an au **mazout de chauffage** contre 325 millions € pour les primes à la rénovation et à l'isolation



493 €

Selon les calculs du WWF, un ménage belge doté d'une voiture de société bénéficie en moyenne de 493 euros d'avantages fiscaux par mois. Or, l'État accorde 94 euros par mois pour un ménage qui utilise les transports en commun.

► Investissement nécessaire en Europe

En Europe, il sera nécessaire d'investir chaque année **1 115 milliards €**



Exemples d'estimation des coûts économiques du changement climatique pour l'UE

Atténuation du changement climatique

Entre 2021 et 2030, il sera nécessaire d'investir chaque année 1 115 milliard d'euros dans les secteurs suivants pour atteindre les objectifs de l'Union à l'horizon 2030:

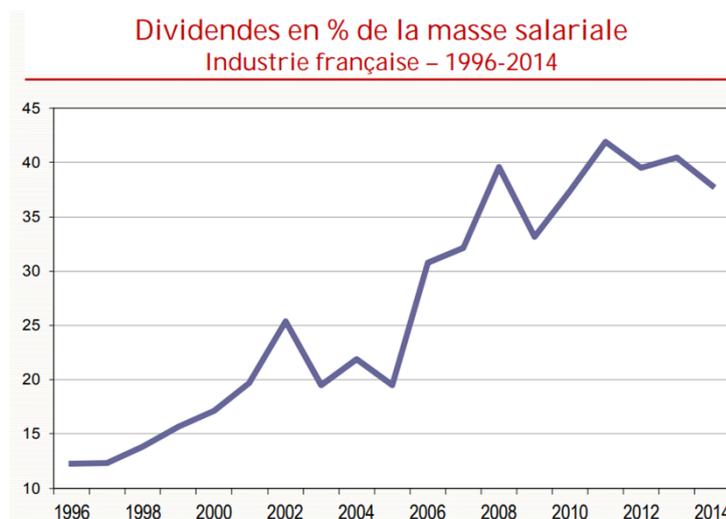
- 736 milliards d'euros dans le secteur des transports,
- 282 milliards d'euros dans le secteur résidentiel et dans le secteur des services,
- 78 milliards d'euros dans les réseaux, dans la production et dans les chaudières industrielles,
- 19 milliards d'euros dans l'industrie¹⁹².

Adaptation

Dans un scénario de statu quo, si aucune mesure publique d'adaptation n'est prise, les changements climatiques anticipés à l'horizon 2080 coûteraient chaque année 190 milliards d'euros, à prix constants, aux ménages de l'ensemble de l'UE, c'est-à-dire presque 2 % du PIB actuel de l'Union¹⁹³. Retarder l'adaptation, ou ne pas agir du tout, pourrait faire substantiellement augmenter le coût total du changement climatique¹⁹⁴.

► Bénéfices non réinvestis

Une part croissante des bénéfices **n'est pas réinvestie...**



**En 1933,
quatre mois ont suffi à F.-D. Roosevelt
pour créer un impôt fédéral
sur les bénéfices !**

**En 2008, pour sauver les banques,
on a mis 1 000 milliards sur la table,
Il faut mettre 1 000 milliards pour sauver le climat**

**« Ce n'est pas possible ! »
nous disait-on en 2012**

▶▶ Info

**En 1989-1990,
six mois avaient suffi
pour créer la BERD,
pour financer la transition
des pays ex-soviétiques !**

▶▶ Temps de travail et climat, quel rapport ?

- La première étude sur le sujet date de 2005. En étudiant 18 États de l'OCDE, la sociologue américaine [Juliet Schor](#) (Boston College) conclut que plus les individus travaillent, moins ils disposent de temps pour « faire » : ils consomment donc des biens à forte empreinte écologique en privilégiant, par exemple, pour gagner du temps, l'avion ou les plats préparés. Le lien entre pollution et temps de travail s'explique ici par la « structure » de la consommation
- En 2007, les économistes et modélisateurs, [David Rosnick et Mark Weisbrot](#) (CEPR, Washington) démontrent que les différences de niveau de pollution et de consommation d'énergie entre les États-Unis et l'Europe, toutes choses égales par ailleurs, s'expliquent précisément par les différences entre les deux pays en termes de temps de travail. D'après leurs analyses, si les Européens avaient adopté un temps de travail équivalent à celui des Américains, ils consommeraient 30 % d'énergie en plus
- A l'inverse, si les États-Unis avaient adopté les standards européens de temps de travail, leurs émissions de CO₂ en 2000 auraient été 7 % moindres que celles de 1990. Et les accords de Kyoto auraient été respectés ...
- Quelques années plus tard, l'économiste suédois [Jonas Nässén](#) précise ces recherches. Ses études montrent qu'une réduction de 1 % du temps de travail engendrerait une réduction de la consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre de 0,8 % en moyenne
- [Lewis King et Jeoren Van de Bergh](#), en 2017, qui étudient différents scénarios de réduction du temps de travail concluent quant à eux, que les 30 heures hebdomadaire ne sauraient faire l'objet d'une annualisation : la semaine de 4 jours constitue l'option la plus bénéfique à l'environnement

Source : <https://www.alternatives-economiques.fr/auore-lalucq/reduire-temps-de-travail-sauver-lenvironnement/00086907>